

unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 LORIENT

LORIENT, le

19 JAN. 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NASS ET WIND

Rue Henri Honoré d'Estienne d'Orves
ZAC Presqu'île de Kéroman - Village Entreprises
56100 Lorient

Références :

Code AIOT : 0005519783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2023 dans l'établissement NASS ET WIND implanté La Villeneuve 56160 Langoëlan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NASS ET WIND
- La Villeneuve 56160 Langoëlan
- Code AIOT : 0005519783
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc de Langoëlan est composé de 2 éoliennes qui ont été implantées il y a une vingtaine d'année sans repowering. L'implantation du parc est antérieure à la création de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des situations accidentelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protocole de suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Formation maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Formation maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
3	Formation maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
5	Formation maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éoliennes sont antérieures à la mise en place de la réglementation ICPE les concernant, de fait peu d'items abordés répondent aux exigences réglementaires. Ces dernières sont toutefois applicables conformément à l'annexe III.4 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 qui sert de référentiel à cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protocole de suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>Le suivi environnemental a été mis en place suite à l'inspection de 2016, celui-ci comprend une caractérisation de la mortalité qui n'indique aucune mortalité depuis sa mise en place.</p> <p>Lors de l'inspection, un constat de 3 cadavres de chiroptères a été fait par l'inspecteur au pied de l'éolienne numéro 2.</p> <p><u>Demande :</u> L'exploitant renouvelle dès 2024 le suivi environnemental du parc permettant d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères réalisé en 2016.</p> <p>Le suivi mis en place est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées (actuellement dans sa révision de février 2018).</p> <p>Le rapport de suivi devra exposer et justifier le mode de fonctionnement du parc durant les suivis.</p> <p>Ce rapport de suivi environnemental sera transmis à l'inspection des installations classées accompagné d'un courrier de l'exploitant actant des conclusions issues du rapport dans un délai suffisant pour en permettre la mise en œuvre, accompagné de la justification du versement (capture d'écran de la plateforme par exemple) des données brutes collectées lors de la réalisation des suivis dans DEPOBIO (outil de télé-service de "dépôt légal de données de</p>

biodiversité”).

De plus, des mesures de réduction d'impact accompagneront le rapport. L'efficacité de ces mesures sera vérifiée par la mise en œuvre d'une recherche systématique, par du personnel formé à cet effet, d'éventuels cadavres durant les 12 mois à venir.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Formation maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Risques Accidentels

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

Constats :

Le contenu des formations reçues par le personnel a été transmis le 5/10 et présente les risques inhérents aux installations ainsi que les mesures d'urgence à mettre en œuvre en cas d'accident.

L'ensemble des points essentiels (gestion de la survitesse, des effets de la foudre, arrêté d'urgence et verrouillage rotor) sont bien présents dans le contenu de la formation toutefois la gestion des défauts de stabilité et d'assemblage est manquante.

Observation : L'exploitant pourra étoffer le contenu de la formation à destination du personnel en y ajoutant une gestion des défauts de stabilité et d'assemblage, le nouveau contenu de formation sera transmis au service d'inspection.

Le plan de formation transmis le 5/10 intègre le personnel qui pilote l'éolienne à distance.

Les exercices d'entraînement sont réalisés mais sur d'autres installations dans le cadre des formations dédiées, aucun exercice n'a eu lieu sur les éoliennes du parc.

Observation : L'exploitant est invité à réaliser dans les 12 mois un exercice d'entraînement sur, a minima, une des éoliennes du parc afin d'assurer l'adéquation mission/moyen pour les éoliennes concernées et la bonne connaissance des installations visées par l'exercice.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risques Accidentels
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
Constats : <p>Le registre de maintenance est informatisé, un extrait a été transmis à l'inspection le 5/10/2023. Ce dernier n'appelle pas d'observation particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risques Accidentels
Prescription contrôlée : <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>

Constats :

La liste des SIS présents sur les éoliennes apparaît sur le manuel de fonctionnement.
Les rapports de maintenance précisent la fréquence des opérations de contrôle de chaque équipement.

Toutefois, les rapports de maintenance ne permettent pas de relier l'ensemble des équipements contrôlés à un SIS, de fait le contrôle perd en exhaustivité : certains équipements peuvent ne pas être contrôlés.

Aucun item lié à la détection de survitesse n'apparaît dans les rapports de maintenance.

Le SIS en lien avec la détection foudre est absent du manuel de fonctionnement des éoliennes.

Demande :

L'exploitant modifiera les rapports de maintenance de sorte à assurer l'exhaustivité des équipements reliés aux items listés au II de l'article 18 de l'arrêté du ministériel du 26 août 2011.
Il reprendra également la liste des SIS afin qu'elle précise la fonctionnalité des équipements ainsi que la fréquence de contrôle attendue.

Les rapports de maintenance identifieront les interventions effectuées sur les SIS.

Le SIS dédié à la détection de la survitesse sera ajouté au canevas des rapports de maintenance il sera conforme aux attentes de l'article 18 de l'arrêté susmentionné.

Le prochain rapport de maintenance prévu à la réception de ce rapport sera étayé des modifications demandées et transmis au service d'inspection dès réception par l'exploitant.

Observation : L'exploitant est invité à installer un dispositif de détection foudre sur chacune des éoliennes du parc.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Formation maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risques Accidentels
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Le scada n'indique aucun élément en attente d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite

